

L'opposition togolaise fustige un braquage du pouvoir et maintient la pression



La coalition des 14 partis de l'opposition a dévoilé mardi à la presse les circonstances dans lesquelles certains de ses militants ont été pris à parti sur le chemin du retour de la manifestation du weekend dernier. Les forces démocratiques de l'opposition assimilent les actes de violence du samedi à une volonté manifeste du gouvernement de braquer l'opposition de la voir repousser le dialogue et appellent le peuple à la vigilance. Elles décident du report de la marche du jeudi en faveur d'une nouvelle série de manifestations de trois jours prévues sur la semaine prochaine.

Selon la déclaration liminaire de la coalition, c'est l'exceptionnelle marée humaine qui a écoeuré le gouvernement, qui pour se soulager s'est adonné à la répression des manifestants.

Le CAP 2015, le Groupe des Six, le PNP, Santé du Peuple et le CAR dénoncent ce qu'ils appellent un véritable guet-apens orchestré par des contingents de militaires et des détachements de gendarmes déployés par centaines.

Ils révèlent que la situation a même été tournée après que des grenades assourdissantes et lacrymogènes ont été lancées aux

manifestants.

« Cherchant à se dégager de cette atmosphère violente, un camion transportant des manifestants s'est renversé, occasionnant de nombreux blessés dont des cas graves nécessitant une prise en charge médicale urgente en soins intensifs. Le jeune Ouro Djobo Djalil, menuisier professionnel, décède des suites des blessures », ont-ils déploré.

{loadmoduleid 210}

Face à la situation, la coalition réaffirme qu'aucune discussion n'épargnera l'épineuse question de la fin de l'exercice du pouvoir d'Etat en cours.

Se demandant si ces actes de violence n'ont-ils pas pour objectif de braquer l'opposition dans le secret espoir de la voir repousser les discussions, les 14 partis politiques en appellent à une nouvelle mobilisation.

« Les Togolais savent ce qu'ils veulent. Ils veulent la Démocratie. Ils veulent l'Alternance. Et ils la veulent maintenant. Voilà pourquoi la coalition invite les populations sur toute l'étendue du territoire national à participer massivement aux prévues les 13,14 et 16 décembre prochains », conclut la déclaration.

Par ailleurs, se prononçant sur la mort du jeune menuisier, le gouvernement a dans un communiqué publié lundi annoncé que son ministère de la santé.